

CHRONIQUE

Le filon des métiers à impact 🐦

La RSE crée un vrai vivier de nouveaux métiers. Dont certains très pointus qui nécessitent des compétences hybrides. Mais bénéficient de rémunérations alléchantes.



Par **Stefano Lupieri**

Publié le 3 mars 2023 à 11:42 | Mis à jour le 3 mars 2023 à 11:46

Ça chôme pas dans la RSE ! Le cabinet de recrutement Birdeo, spécialiste de ce marché, a constaté l'an dernier une hausse de 25% des créations d'emplois sur les métiers à impact. Cet acteur a même dressé un palmarès des postes pour lesquels il reçoit le plus de demandes de la part de ses 250 entreprises clientes.

Compétences hybrides

Les intitulés ont de quoi dérouter car ces fonctions requièrent souvent des compétences hybrides. Ainsi le « responsable économie circulaire » doit cumuler des connaissances

en gestion de projet, écoconception et sourcing de matériaux. Le « manager adaptation au changement climatique » doit savoir modéliser les risques tout en proposant des pistes d'adaptation en lien avec les parties prenantes. Le « chief value officer » doit être en mesure d'intégrer des paramètres extra-financiers dans la comptabilité et le contrôle de gestion de l'organisation. Le « juriste RSE » doit veiller au respect des nouvelles obligations réglementaires jusque dans la conformité des produits. Enfin, pour bien modéliser les données récoltées, le « responsable de la mesure d'impact et data ESG » doit être rompu au langage de la finance et de l'informatique.

Rémunérations alléchantes

Un peu tous des moutons à cinq pattes, donc. D'autant plus difficiles à dénicher qu'il n'existe pas encore à proprement parler de formations ad hoc. Pas étonnant que les rémunérations soient plutôt alléchantes. A partir de 55.000 euros annuels pour un « responsable économie circulaire » et jusqu'à 100.000 euros pour un « chief value officer ». Mais, parallèlement à ces postes très spécialisés, la transition écologique offre un vrai vivier d'opportunités professionnelles. La mise en oeuvre de la Stratégie nationale bas carbone devrait ainsi susciter d'ici à 2030 la création de 300.000 à 500.000 emplois nouveaux. En particulier dans la rénovation énergétique, les mobilités actives et le monde agricole. Des métiers souvent davantage porteurs de sens. On est loin de la « grande démission » !

Stefano Lupieri